

**Séance budgétaire du Conseil départemental du Finistère
28 et 29 janvier 2021**

**Discours d'ouverture de Nathalie Sarrabezolles
Présidente du Conseil départemental**

Mesdames les Conseillères départementales,
Messieurs les Conseillers départementaux,
Cher·e·s collègues,
Mesdames,
Messieurs,

Nous ouvrons cette séance au lendemain d'un conseil de défense réuni pour étudier les divers scénarii possibles face à la **crise sanitaire** qui nous frappe, qui semble s'amplifier et se diversifier. J'adresse à nouveau tout mon soutien à celles et ceux qui sont éprouvés par cette crise, ainsi qu'à celles et ceux qui s'emploient à soigner et accompagner sans relâche depuis près d'un an.

Oui, depuis près d'un an maintenant, nous vivons toutes et tous à la fois la confrontation à la maladie et cette incertitude quant aux remèdes à trouver pour contrer le virus, quant aux décisions à prendre pour préserver la santé des personnes tout en ne provoquant pas de risques supplémentaires insupportables pour notre société, tout en nous soutenant collectivement face à ces crises, avec une attention toute particulière aux plus vulnérables d'entre nous.

Au-delà du virus lui-même, trop nombreux sont celles et ceux qui sont inquiets pour leur vie professionnelle, pour les répercussions des conséquences économiques pour leurs familles, qui ont perdu tout ou partie de leurs revenus du travail, qui voient leur vie personnelle bouleversée par les événements et les perspectives. Dans ce cadre incertain et évolutif, des arbitrages sont à opérer, des décisions sont à prendre. Il est nécessaire qu'ils le soient en toute équité. Ce sont des choix difficiles, car la situation est inédite et va entraîner de profonds changements, durables. Dans ce cadre incertain et évolutif, **chacun et chacune, en fonction de ses moyens, dans ses responsabilités, fonctions et missions, doit prendre part à l'effort collectif.**

Depuis le début de l'épisode pandémique, **le Conseil départemental, comme d'autres collectivités, avec d'autres collectivités, s'est engagé auprès des habitantes et habitants.** Nous avons construit un certain nombre de réponses pour être présents face aux difficultés du quotidien des personnes, des familles, adapté nos actions. Nous nous

associations également le plus possible aux organisations supervisées par l'Agence régionale de santé et la Préfecture.

Dernière en date : **la stratégie vaccinale**. Sollicitée par Monsieur le préfet à la fin de l'année dernière, j'ai répondu positivement à sa proposition de travail en commun pour trouver, dans le cadre européen et national préétabli, la meilleure organisation locale pour une couverture vaccinale adaptée à notre territoire, à ses particularités, qui n'oublie personne. Les connaissances et l'expertise croisées des services de la préfecture, de l'ARS et du Département, l'engagement sans faille des personnels des établissements d'accueil pour les personnes âgées ont permis de remplir les objectifs nationaux fixés. Nous nous emploierons à continuer ce travail concerté, articulé, au service de la population, espérant, bien entendu, que la production de vaccins suivra en nombre pour permettre une couverture vaccinale optimale. Je sais les équipes municipales également fortement mobilisées dans cette campagne, comme elles sont mobilisées dans l'appui à la population. Et après 14 rencontres avec les exécutifs des EPCI et les maires à quelques mois de leur élection, je mesure pleinement l'engagement nécessaire pour agir dans un objectif de cohésion sociale et de solidarité partagée.

Ce travail concerté, articulé, qui respecte le cadre des uns et des autres, pourrait servir d'exemple dans le cadre des contractualisations en cours, sur lesquelles nous reviendrons au cours de cette séance. C'est ce pour quoi je plaide et que j'ai pu évoquer cette semaine lors de mon entretien avec Monsieur Emmanuel Berthier, nouveau préfet de Région. Aménagement du territoire, équilibre est/ouest, structuration des réseaux de mobilité, enseignement supérieur et recherche, mer, ports, pêche, attractivité, transition écologique... : les enjeux sont en effet de taille. Par ailleurs, notre pays, notre région, notre département, leurs habitantes et habitants sont actuellement durement éprouvés. Les projets soutenus dans le cadre des contrats, France Relance, Contrat de plan Etat Région en particulier, doivent en tenir compte comme ils doivent tenir compte des temps qui s'ouvrent ces prochaines années, marqués c'est certain par les crises sociale et écologique, comme ils doivent tenir compte des nouvelles aspirations, des nouveaux modes de vie et des nouvelles priorités de la population, priorités au titre desquelles arrive en tête la solidarité. **La solidarité** comme ce lien qui nous permet de faire société, comme ce ciment qui nous permet d'avancer sur des bases solides. **Il est à regretter que les nouveaux projets de contractualisation et de relance ne lui laissent que trop peu de place.** S'il ne fallait qu'un marqueur, ce pourrait être cette augmentation, inévitable dans un pays qui a fait le choix appuyé de la solidarité depuis le Conseil national de Résistance, des dépenses sociales des Départements français et donc du nôtre. Un accroissement cette année de l'ordre de 20 millions d'€. Un encouragement à penser soutien et prévention tout à la fois.

Toutes ces questions concernent bien entendu l'ensemble de la population. J'aimerais toutefois ce jour mettre en avant tout particulièrement **la jeunesse**. Une jeunesse qui s'engage dans la vie avec des contraintes et des incertitudes très fortes, plus fortes que celles qui pesaient sur les générations précédentes et ce, depuis bien des décennies. Des inquiétudes auxquelles nous devons apporter des réponses par nos engagements à court, moyen et long terme. Des réponses sur le plan sociétal, social, écologique. Des réponses qui dépassent pour beaucoup largement le cadre départemental, qui se jouent au plan des relations internationales, des relations diplomatiques, mais auxquelles nous devons toutes et tous contribuer, des réponses auxquelles les jeunes doivent participer au premier chef.

C'est pourquoi je suis très heureuse aujourd'hui de pouvoir accueillir en séance les représentantes et représentants du groupe *paroles de jeunes*, qui après leur contribution concernant la lutte contre la pauvreté, la mobilité, les transitions écologiques, viennent nous présenter le fruit de leur travail et de leurs réflexions sur les jeunes et la crise sanitaire. Ecrit sur la base de plusieurs centaines de participations (plus de 500 jeunes Finistériennes et Finistériens de 16 à 25 ans), il nous sera utile pour orienter plus efficacement les politiques publiques. Je les en remercie très sincèrement et les assure de notre engagement à en tenir compte, dans les politiques départementales comme dans les échanges auxquels nous participons à toute échelle territoriale, du niveau local au niveau européen. Etudes, vie professionnelle, vie personnelle, ils et elles sont nombreux à appeler notre attention sur leur vie en période COVID et à nous proposer des solutions, des voies à ouvrir. Nous en découvrirons quelques-unes aujourd'hui. Je vous invite également à prendre connaissance d'autres initiatives dont la presse se fait parfois l'écho, par exemple celle d'étudiantes et étudiants de l'UBO qui ont formalisé 5 propositions pour tenter de sortir de la crise que traverse l'enseignement supérieur.

Dans ce contexte de pandémie, à un moment où de nouveaux défis sont à relever, nous sommes réunis en session plénière pour adopter notre **budget prévisionnel 2021**. Vous le verrez au fil du débat, ce budget est construit en tenant compte de la situation, affrontée de manière réaliste, sur la base des données financières actuellement connues. **Nous avons répondu présent en 2020 aux côtés de nos partenaires touchés par la crise, par des appuis techniques et financiers.** Avons tenu compte des problématiques qui se posaient aux agents du Département, à leurs difficultés. N'avons reculé en rien sur les politiques culturelles, sportives, sur notre appui au secteur associatif. Des soutiens non seulement financiers, mais globaux. Tout, en effet, ne se traduit pas en lignes budgétaires. Affiner nos accords de coopération, améliorer l'information, l'interconnaissance, les échanges, être à l'écoute, tout simplement : c'est par ces moyens également que nous avançons ensemble. Tout ce qui ne se traduit pas en lignes budgétaires et ce qui ne se lit pas dans les documents chiffrés, nous allons le faire vivre

dans le débat lors de cette séance : le respect des droits et des personnes, l'accueil de nouvelles orientations, de nouvelles perspectives, la créativité, l'engagement à construire en coopération et en lien avec les personnes concernées, dans l'intérêt général.

Nous avons répondu présent en 2020 et proposons d'en faire de même en 2021, avec un **budget de plus de 998 millions d'euros**, autour de deux axes d'action majeurs, aux enjeux particulièrement forts, qui représentent un investissement d'avenir : **la cohésion sociale** et les **transitions écologiques**.

Quelques exemples de propositions qui seront présentées plus avant lors de cette session :

- *Un **budget participatif jeunesse**, dont les contours seront à construire cette année, qui associera aussi bien les collégiennes et collégiens autour de projets de vie dans leurs établissements que les coordinateurs jeunesse dans les territoires ;*
- *Le **recrutement de personnels pour renforcer l'accompagnement numérique** de toutes et tous et en particulier des personnes les plus éloignées des usages et des ressources numériques ;*
- *Le **2^e plan départemental de l'habitat**, avec la participation du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement ;*
- *La mise en œuvre de **l'observation et de l'information géographique** au service de l'aménagement du territoire et des politiques de contractualisation ;*
- *La mise à disposition des ressources de **l'ingénierie culturelle** pendant la crise sanitaire ;*
- *La contribution à la résorption de la **précarité alimentaire** dans le Projet alimentaire de territoire ;*
- *La mise en œuvre des actions pour **un département en transition**, du projet **Finistère eau potable 2050 au Finistère cyclable**, en passant par le plan de rénovation énergétique des bâtiments et la réalisation du bilan carbone de notre collectivité ;*
- *L'accentuation de notre action en faveur de **l'égalité femmes hommes**, avec une attention accrue à la question du respect des droits et de celle des violences, qui ont très nettement augmenté ;*
- *La finalisation de notre démarche d'action pour **l'amélioration de l'offre d'accueil des enfants à besoins multiples** et des conditions de rémunération des assistantes familiales et assistants familiaux ;*
- *L'évaluation de notre **schéma Bien Vieillir** en Finistère ;*
- *La finalisation de la programmation de l'offre d'accueil et de service du **schéma handicap Vivre ensemble**...*

Nous continuerons par ailleurs à porter les projets en faveur d'**une nouvelle conception des solidarités**, plus en phase avec notre temps, plus efficace et à terme moins coûteuse humainement comme financièrement.

Le revenu de base en est un exemple. Pas comme solde de tout compte de la solidarité, mais pour prévenir l'émiettement entre égalité et équité : un revenu de base qui s'inscrit dans une société qui continue à réguler les mécanismes de l'économie (la concurrence, la contribution des entreprises...), qui continue à œuvrer pour la lutte contre les inégalités ou la recherche du plein emploi, qui s'engage pour le pouvoir d'agir des personnes, des citoyennes et citoyens. Le monde change, il nous faut évoluer aussi. La demande d'expérimentation de ce revenu de base, nous l'avons portée dès 2018, en réponse d'une invitation du gouvernement à proposer des expérimentations. Ce fut une occasion manquée, hélas, tant pour un dialogue à rouvrir que sur la proposition elle-même ! Il est pourtant paradoxal d'avoir refusé le débat sur les propositions des Départements alors même que des annonces étaient faites dans le cadre du plan pauvreté pour lutter contre le non-recours et la pauvreté des jeunes. Une nouvelle phase s'ouvre en février, avec une proposition de loi qui sera enfin débattue à l'Assemblée nationale.

Bien évidemment, nous le savons, beaucoup reste à faire. Sur des champs entiers de politiques publiques, si le chemin est tracé, il devra être jalonné d'évolution du droit, de mobilisation de moyens, d'avancées dans l'adaptation du cadre aux nouvelles attentes, aux nouvelles connaissances, aux nouveaux modes de vie, aux nouvelles préoccupations.

Pour nous engager collectivement dans ces nouvelles perspectives, il nous faut pouvoir compter sur quelques certitudes et la meilleure visibilité possible. Bien sûr, visibilité et certitude ne sont pas les termes du moment et il nous faut, bien malgré nous, en tenir compte dans les politiques publiques. Pourtant, quelques principes peuvent être posés pour éclairer notre route. Concernant les politiques départementales et la contribution plus globale du Département, soyez assuré·e·s, que toujours l'intérêt général sera notre ligne d'action, que l'égalité, la solidarité et l'équité seront, dans un objectif de cohésion, notre position et notre horizon.

Nos finances ne seront peut-être pas toujours au rendez-vous, car elles se basent en partie sur des ressources hautement variables, les droits de mutation à titre onéreux et nos dépenses en allocations de solidarité sont liées étroitement à des facteurs qui nous échappent : vieillissement, chômage, handicap et mal compensés. **140 millions d'euros cette année ne nous seront pas remboursés par l'Etat** alors même que ce sont des allocations nationales. Concernant les droits de mutation, nous avons bénéficié cette année d'une bonne dynamique, mais ce ne sera pas toujours le cas. 2009 en est un

exemple très proche. C'est pourquoi **je plaide, avec d'autres, pour l'obtention de l'autonomie fiscale**, qui offre aux citoyennes et citoyens la capacité de choisir les moyens pour leur territoire, pour l'obtention de recettes fiables, justes et dynamiques qui nous permettent de nous inscrire réellement dans les politiques de décentralisation. En effet, qu'en est-il de la réalité de cette volonté décentralisatrice lorsque peu à peu c'est le gouvernement qui, par la fixation unilatérale des ressources et la mise en œuvre de financement par appels à projets, cherche à induire vos actions.

Puisque nous sommes, en cette fin janvier, à l'aube d'une nouvelle année, d'une nouvelle page à écrire, c'est l'un des vœux que je formule. J'en ai bien d'autres à formuler, bien entendu.

Je vous souhaite, en particulier, à toutes et tous, une bonne et heureuse année 2021, une bonne santé, de la sérénité et de la joie, malgré le contexte. Je vous souhaite de l'enthousiasme pour des projets, pour des idées, et de belles rencontres. Plus généralement, je forme le vœu que cette année soit fraternelle et solidaire, qu'elle permette aux familles, aux cercles amicaux, de se retrouver plus que jamais, aux liens entre toutes et tous de se resserrer, en particulier en Finistère où ils sont forts et vibrants, où ils constituent une ressource essentielle.

Pour terminer sur une note positive, je tenais enfin à saluer les skippers du Vendée Globe, tout particulièrement, en tant que présidente du Département, ceux qui y ont posé les amarres, qui s'entraînent au pôle Finistère course au large, à féliciter le vainqueur Yannick Bestaven, ainsi que Charlie Dalin, premier à passer la ligne d'arrivée. Figurant ou non sur le podium, ils nous ont fait vivre une course haletante, très sportive et profondément humaine, dépaysante et vivifiante en ces temps de confinement.